



L'EUROPE DÉVORE LA PLANÈTE

COMMENT LES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION
ALIMENTAIRE EUROPÉENS IMPACTENT NOTRE PLANÈTE

Le WWF est l'une des toutes premières organisations indépendantes de protection de l'environnement dans le monde. Avec un réseau actif dans plus de 100 pays et fort du soutien de près de 5 millions de membres, le WWF œuvre pour mettre un frein à la dégradation de l'environnement naturel de la planète et construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature, en conservant la diversité biologique mondiale, en assurant une utilisation soutenable des ressources naturelles renouvelables, et en faisant la promotion de la réduction de la pollution et du gaspillage.

Le bureau européen du WWF contribue à la réalisation de la mission mondiale du WWF en suivant les politiques publiques de l'UE ayant un impact sur l'environnement en Europe et dans le monde entier.

Auteurs: Auteur principal : Jabier Ruiz Mirazo (Bureau des politiques européennes du WWF)

Rédacteurs : Bartosz Brzezinski, Hortense Le Merle et Barney Jeffries.

Contributeurs: De nombreux collègues du WWF ont apporté une contribution précieuse à ce rapport, notamment Corne Dooren, Antoine Meunier, Peter McFeely, Monica Schuster, Michael Mulet, Stella Hoynalanmaa, Anna Richert, Tanja Draeger de Teran, Noora Laaksonen, Larissa Milo-Dale, Agnieszka Korbel, Anke Schulmeister, Michael Berger, Tiago Luís, Celsa Peiteado, Franck Hollander et Philipp Kanstinger.

Graphisme: Doug Dawson (www.dougdawson.co.uk)

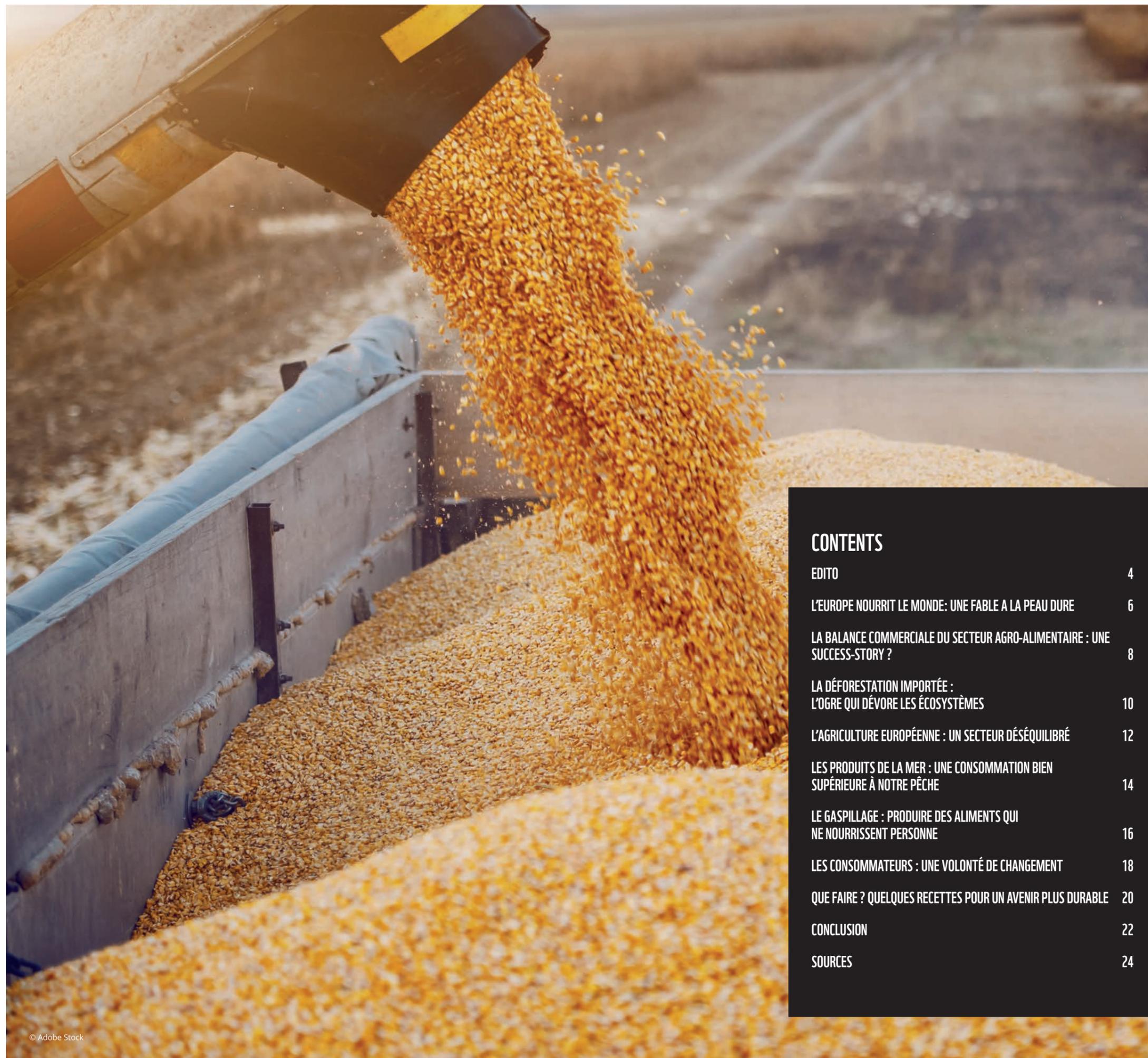
Publié en mai 2022 par le WWF - World Wide Fund for Nature (anciennement World Wildlife Fund), Bruxelles, Belgique. Toute reproduction totale ou partielle doit mentionner le titre et créditer l'éditeur susmentionné en tant que détenteur des droits d'auteur.

Texte 2022 WWF. Tous droits réservés.

Pour les coordonnées et de plus amples informations, veuillez consulter notre site Internet à l'adresse wwf.fr



Avec le soutien du programme LIFE de l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne.



© Adobe Stock

CONTENTS

EDITO	4
L'EUROPE NOURRIT LE MONDE: UNE FABLE A LA PEAU DURE	6
LA BALANCE COMMERCIALE DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE : UNE SUCCESS-STORY ?	8
LA DÉFORESTATION IMPORTÉE : L'OGRE QUI DÉVORE LES ÉCOSYSTÈMES	10
L'AGRICULTURE EUROPÉENNE : UN SECTEUR DÉSÉQUILIBRÉ	12
LES PRODUITS DE LA MER : UNE CONSOMMATION BIEN SUPÉRIEURE À NOTRE PÊCHE	14
LE GASPILLAGE : PRODUIRE DES ALIMENTS QUI NE NOURRISSENT PERSONNE	16
LES CONSOMMATEURS : UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT	18
QUE FAIRE ? QUELQUES RECETTES POUR UN AVENIR PLUS DURABLE	20
CONCLUSION	22
SOURCES	24

EDITO



VÉRONIQUE ANDRIEUX,
DIRECTRICE GÉNÉRALE
DU WWF FRANCE

Entre le début de la rédaction de ce rapport et sa publication, le système agricole et alimentaire a été profondément perturbé. Pourtant, les conclusions qu'il met en lumière et les recommandations qu'il formule conservent toute leur pertinence. Aujourd'hui, encore plus qu'hier.

En plus d'une crise humanitaire catastrophique, la guerre en Ukraine a provoqué une onde de choc dans le système alimentaire mondial, provoquant une hausse des prix des aliments et des pénuries d'intrants agricoles essentiels. L'Ukraine est en effet l'un des plus importants exportateurs de denrées alimentaires au monde, en particulier d'aliments de base comme les cultures céréalières, et c'est un fournisseur majeur d'aide alimentaire par le biais du Programme alimentaire mondial. La Russie est également un important exportateur de céréales, d'engrais et de poisson blanc.

En réponse à cette situation, certains groupes d'intérêts ont suggéré que l'UE devait assouplir ses normes environnementales afin d'augmenter sa propre production et de rester fidèle à sa mission de "nourrir le monde". Mais ce type de discours est erroné et trompeur.

En réalité, comme le montrent clairement les études compilées dans ce rapport, loin de nourrir le monde, l'UE importe beaucoup plus de calories et de protéines qu'elle n'en exporte et notre production nationale dépend fortement des importations de céréales et d'oléagineux, ainsi que d'engrais (et du gaz utilisé pour les fabriquer). Tenter d'augmenter la production n'aboutirait qu'à une hausse des importations et à une dégradation accrue de l'environnement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union.

Pour renforcer la sécurité alimentaire, européenne et mondiale, l'UE ne doit pas chercher à produire davantage, mais à produire et consommer différemment. Nous devons faire moins et mieux : d'une part réduire notre consommation excessive de produits d'origine animale, d'autre part sortir du modèle de production intensif, qui consacre l'essentiel de nos productions et importations d'aliments à nourrir le bétail, et accompagner l'essor des élevages écologiques. Cette transition permettra de réduire notre empreinte

environnementale et notre dépendance, mais aussi de maximiser les bénéfices socio-économiques et d'améliorer la santé humaine.

La nécessité de transformer notre système alimentaire est reconnue dans un large éventail d'initiatives récentes de l'UE, notamment les stratégies "De la ferme à la table" et "Biodiversité", ainsi que dans plusieurs législations à venir sur la déforestation, la restauration, les émissions industrielles, les sols ou encore les pesticides.

La France, en tant que première puissance agricole européenne, a un rôle central à jouer dans l'accompagnement de cette transition. Si elle a jusqu'ici positivement accompagné le travail mené contre la déforestation, elle s'est en revanche négativement illustrée dans les négociations sur la PAC et dans les débats récents autour du Green deal.

Lors de la campagne présidentielle, le Président de la République s'est engagé à mettre en œuvre une planification écologique. Cette planification sera pourtant condamnée à l'échec si elle n'intègre pas la transformation de notre système agricole et alimentaire. Or, la planification de la politique agricole française se joue maintenant. Le Plan Stratégique National, qui oriente les 45 milliards d'euros que la France recevra de la PAC lors du prochain quinquennat, doit être arbitré par le Président dans les prochaines semaines et sa version actuelle nous place sur une trajectoire incompatible avec celles de nos engagements sur le climat, la biodiversité et la protection des ressources naturelles. Multiplement alerté par les scientifiques, la société civile, l'Autorité environnementale, le gouvernement a récemment reçu une alerte supplémentaire, celle de la Commission européenne, qui dans sa lettre d'observation dénonce la faiblesse de l'architecture environnementale du plan français. Nous sommes donc devant le premier test de ce nouveau quinquennat et allons pouvoir apprécier la sincérité des engagements pris.



© Shutterstock

Au-delà de la PAC, tout un écosystème de politiques publiques doit être refondu pour faire rentrer notre système agricole et alimentaire dans les limites planétaires. Au sommet de cet écosystème se trouve la future législation cadre sur les systèmes alimentaires durables, sur laquelle la Commission consulte actuellement et qui devrait être présentée l'an prochain. Nous connaissons donc à la fois la route que les scientifiques nous demandent de suivre, celle de la transition agro-

écologique, et le véhicule à emprunter, celui d'une législation européenne ambitieuse sur la durabilité des systèmes alimentaires. Il nous faut désormais agir car, plutôt que de remettre en question cette transition, la guerre en Ukraine nous a rappelé à quel point notre système alimentaire actuel est vulnérable, et combien il est vital que nous en construisions un nouveau plus résilient et durable afin d'assurer la sécurité alimentaire de tous à long terme.

INTRODUCTION:



L'EUROPE NOURRIT LE MONDE: UNE FABLE A LA PEAU DURE

Contrairement au cliché communément répandu, les faits montrent que, loin de nourrir le monde, l'Europe consomme plus que sa juste part.

“L'Europe nourrit le monde”. C'est une phrase que l'on entend souvent de la part des groupes d'intérêt agricoles, et qui trouve un écho puissant auprès des acteurs politiques et dans les médias. Mais est-ce vraiment vrai ?

Au cours du siècle dernier, le commerce mondial est devenu un élément majeur de notre système alimentaire. En raison de la géographie et de la dynamique démographique, ainsi que des inégalités dans les relations de pouvoir et le développement agricole, certains pays peinent à être autosuffisants alors que d'autres produisent un excédent. Le commerce a permis à des millions de personnes dans le monde de bénéficier de choix alimentaires plus diversifiés tout au long de l'année, et il a pu améliorer l'accès à une gamme plus large de nutriments. Mais les effets du commerce international ne sont pas toujours positifs.

En termes économiques, l'UE est le premier exportateur mondial de produits agroalimentaires. Toutefois, cet énoncé cache une réalité peu reluisante. Si nous mesurons ce qui compte réellement en termes nutritionnels, l'analyse de la situation change radicalement. En ce qui concerne les protéines et les calories, l'UE accuse un important déficit commercial. En effet, nos niveaux élevés de production, de consommation et d'exportation de denrées alimentaires dépendent largement des importations considérables d'intrants agricoles dont l'alimentation animale ou les engrais. La transformation de produits de base importés, comme le cacao, en produits alimentaires à forte valeur ajoutée, comme le chocolat, peut avoir un sens économique, mais ne contribue en rien à la sécurité nutritionnelle ou alimentaire.

En réalité, le système alimentaire de l'UE a de graves incidences environnementales et sociales, tant au niveau national qu'international. Au fil des années, la consommation de l'UE a provoqué la disparition de millions d'hectares de forêts et d'autres écosystèmes naturels, alimentant le changement climatique, la perte de biodiversité et les injustices sociales ; l'UE reste aujourd'hui le deuxième plus grand importateur de produits liés à la déforestation tropicale. Elle est également le premier importateur mondial de produits de la mer, puisqu'elle importe plus de la moitié de ce qu'elle consomme. Certains de ces produits proviennent de régions tropicales où les communautés locales dépendent des stocks de poissons pour obtenir des protéines, mais sont confrontées à une diminution des prises en raison de la surpêche et du changement climatique.

Par ailleurs, nous consommons plus de produits animaux que ce qui est bon pour notre santé. Pour soutenir ce secteur d'élevage surdimensionné, nous donnons aux

animaux la moitié des cultures céréalières que nous produisons, tandis que nos pratiques agricoles intensives nuisent à la biodiversité, à la santé des sols et au climat. De vastes quantités de nourriture sont également gaspillées, y compris dans les exploitations agricoles - ce qui, contrairement aux idées reçues, est un problème plus important en Europe que dans les pays à faible revenu.

La bonne nouvelle, c'est qu'il y a une volonté de changement. Les citoyens de l'UE souhaitent adopter une alimentation plus durable et plus saine, mais ils en sont souvent empêchés par un manque d'accessibilité et de choix, découragés par des prix élevés ou par des publicités qui n'encouragent pas assez les bons comportements.

Dans ce rapport, nous nous appuyons sur une série de recherches récemment publiées pour montrer comment l'UE, plutôt que le nourrir, dévore le monde. Nous examinons dans un premier temps la balance commerciale de l'UE pour identifier quels produits alimentaires nous importons et exportons réellement. Ensuite, nous étudions plus en détail l'impact des importations de l'UE sur les écosystèmes étrangers, le modèle de production agricole de l'UE, le secteur des produits de la mer et la question du gaspillage alimentaire. Enfin, nous mettons en lumière les comportements et initiatives des consommateurs et proposons quelques recommandations pour avancer dans la bonne direction.

Fournir à une population mondiale croissante une alimentation à la fois saine et écologiquement durable est l'un des grands défis du 21st siècle. Aujourd'hui encore, jusqu'à 811 millions de personnes n'ont pas assez à manger,¹ et dans les 20 prochaines années, notre planète accueillera 2 milliards de personnes supplémentaires, la plupart dans des pays à faible revenu. Dans le même temps, le système alimentaire mondial est à l'origine d'environ 30 % des émissions de gaz à effet de serre, est responsable de 70 % des prélèvements d'eau douce et constitue la première cause de perte de biodiversité.² Tout cela compromet notre capacité à nous nourrir à l'avenir, alors que les inégalités sociales et économiques liées à l'alimentation ne sont toujours pas résolues.

Il existe un consensus croissant sur la nécessité de changer notre système alimentaire pour atteindre les objectifs de développement durable, lutter contre la crise climatique, cesser la destruction catastrophique de la nature et construire un avenir plus juste et plus sain pour tous. Il est temps que l'UE abandonne les récits trompeurs et illusoire selon lesquels nous “nourrissons le monde” et regarde la réalité en face : l'UE consomme plus que sa juste part. Nous devons urgemment nous attaquer à ce problème si nous voulons construire un système alimentaire adapté au futur qui arrive.

LA BALANCE COMMERCIALE DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE : UNE SUCCESS-STORY ?

UN EXCÉDENT ÉCONOMIQUE QUI DISSIMULE UN DÉFICIT NUTRITIONNEL

En termes économiques, l'UE est le premier exportateur mondial de produits agroalimentaires, et le troisième importateur après les États-Unis et la Chine. En 2020, l'UE a exporté des produits alimentaires et agricoles d'une valeur de 184 milliards d'euros, les importations étant évaluées à 122 milliards d'euros. Ces valeurs représentent environ 9 % du total de nos biens exportés et 7 % des importations - ce qui n'est pas négligeable, même si cela reste moins important que d'autres secteurs comme l'automobile, les produits chimiques ou les produits manufacturés.³

Mais l'affirmation selon laquelle l'Europe "nourrit le monde" - à supposer qu'elle fût vraie un jour - ne tient plus. Cet excédent commercial de 62 milliards d'euros est plutôt le reflet d'un modèle consistant à importer des produits bruts de faible valeur et à exporter des produits de grande valeur, ce qui apporte une contribution positive à l'économie européenne, mais pas nécessairement à l'approvisionnement alimentaire mondial. Nous importons du cacao et exportons du chocolat, nous importons du soja pour l'alimentation animale et exportons des produits laitiers. **Plutôt que le grenier du monde, l'Europe est l'épicerie du monde, vendant des produits destinés principalement aux consommateurs les plus riches.**

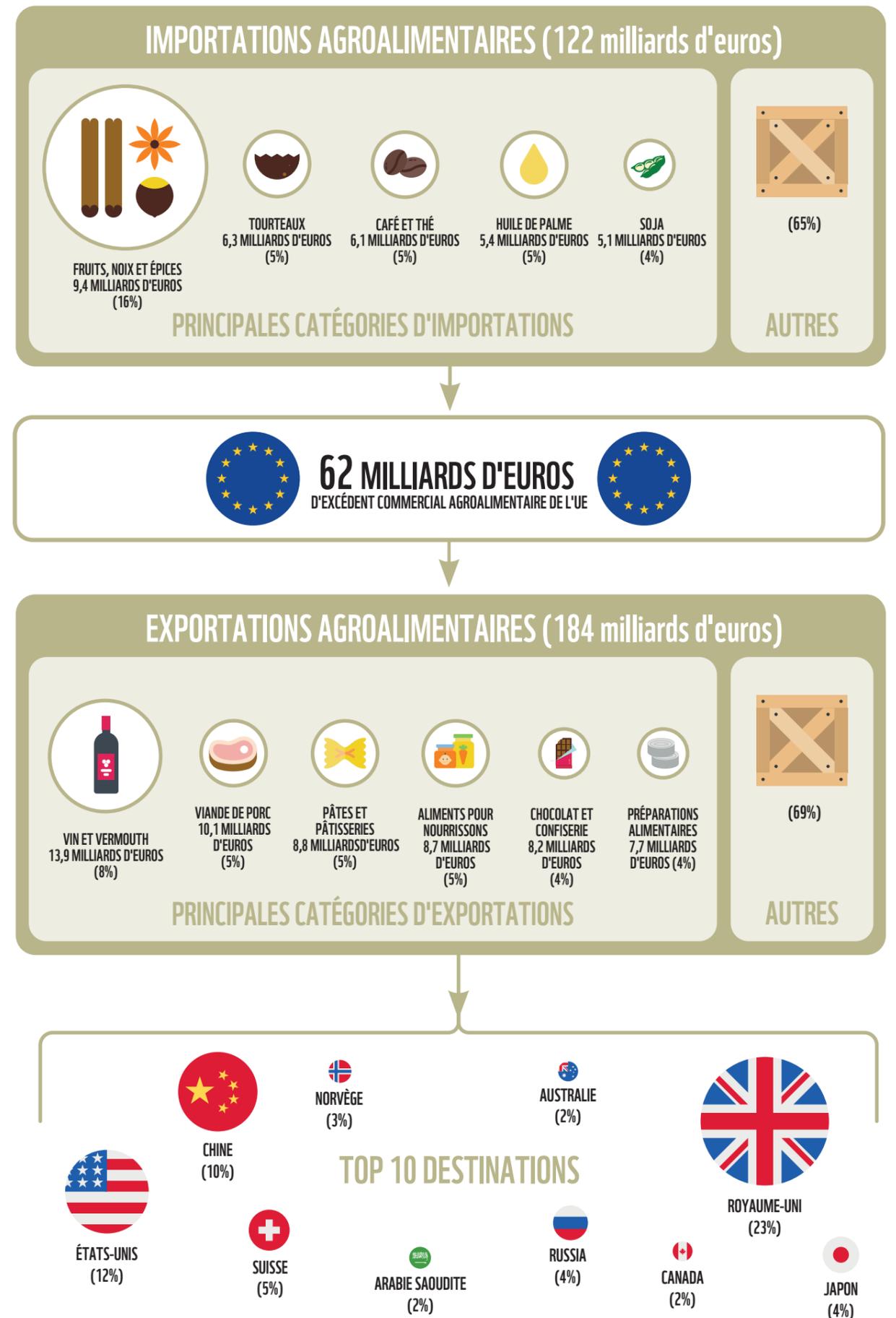
Plusieurs de nos principales exportations ne contribuent guère à la sécurité nutritionnelle mondiale : parmi les principales exportations de l'UE en valeur, on trouve par exemple le vin, les spiritueux ou les liqueurs.⁴ Si l'on considère l'exportation d'aliments de base comme le blé ou certains produits animaux, pour lesquels l'UE excelle également, on constate que là-aussi, cela peut provoquer d'autres problèmes. La vente d'excédents de céréales, de poulets et de produits laitiers aux pays en développement peut contribuer à leur sécurité nutritionnelle à court terme, mais elle est également largement critiquée parce qu'elle pénalise les producteurs nationaux et compromet la capacité à long terme de ces pays à se nourrir eux-mêmes.^{5,6}

Lorsque le commerce agroalimentaire est mesuré non pas en termes économiques mais en fonction de ce qui nourrit réellement le monde, notre excédent devient un déficit important. L'UE est un importateur net de calories et de protéines et dépend des importations pour 11 % des calories et 26 % des protéines que nous consommons.⁷

Ceci est le symptôme du modèle de production et de consommation que l'UE a adopté au cours des dernières décennies. **La part élevée de produits animaux et d'aliments transformés dans nos régimes alimentaires repose sur l'importation de plusieurs produits de base.** Nous sommes par exemple très dépendants des importations de tourteaux d'oléagineux - en particulier de soja - pour nourrir le bétail : moins d'un quart de nos besoins en protéines d'oléagineux est produit en Europe. L'importation de cultures comestibles par les humains pour nourrir les animaux permet à l'UE d'exporter des produits d'origine animale, mais une grande partie des calories et des protéines sont gaspillées dans ce processus. À mesure que la population mondiale augmente, nous devons nous demander si cette répartition inefficace et inéquitable des ressources de la planète peut se poursuivre.

Au-delà des produits de base, d'autres importations européennes ont également des impacts environnementaux et sociaux importants à l'étranger. Si les cultures à haute valeur ajoutée n'entrent pas nécessairement en concurrence avec la production alimentaire nationale, et peuvent augmenter les revenus des ménages⁸ et aider à surmonter la pauvreté, on observe que l'orientation de la production vers les marchés d'exportation peut affecter la sécurité alimentaire locale lorsque les communautés perdent l'accès à la terre à cause d'acquisitions par des entreprises ou de la hausse des prix. Les impacts négatifs sur l'approvisionnement en eau, la santé des sols, la perte de variétés traditionnelles et la biodiversité peuvent également miner la résilience locale.⁹

Figure 1: Le commerce agroalimentaire de l'UE en 2020



Source : Commission européenne (2021)^{10, 11}

LA DÉFORESTATION IMPORTÉE : L'OGRE QUI DÉVORE LES ÉCOSYSTÈMES

GRÂCE À SES IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES, L'UE DÉLOCALISE SON EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE.

La dépendance de l'UE à l'égard des produits de base importés s'accompagne d'une empreinte environnementale surdimensionnée. Au fil des ans, la demande de l'UE a provoqué la perte de millions d'hectares de forêts, de savanes et de prairies, en particulier dans les zones tropicales, détruisant des écosystèmes précieux et contribuant de manière significative au changement climatique et à la perte de biodiversité.

L'UE est le deuxième plus grand importateur de produits agricoles associés à la déforestation tropicale après la Chine.¹² Entre 2005 et 2017, quelque 3,5 millions d'hectares de forêts ont été détruits pour produire des produits agricoles destinés au marché de l'UE, soit une superficie supérieure à celle des Pays-Bas. Cela a libéré environ 1 807 millions de tonnes de CO₂, soit l'équivalent de 40 % des émissions annuelles de l'UE.

Le soja est le produit agricole importé qui a provoqué le plus de déforestation sur cette période. Il a été responsable de 31 % de la déforestation tropicale intégrée aux importations de l'UE entre 2005 et 2017, soit une moyenne de 89 000 hectares par an. Et cela n'inclut pas la conversion en cours d'écosystèmes non forestiers tels que le Cerrado brésilien, la pampa argentine ou les grandes plaines nord-américaines - qui fournissent tous du soja au marché de l'UE.

En moyenne, un européen consomme 61 kg de soja par an, dont 90 % sont "cachés" dans la consommation de produits animaux.¹³ La plupart du soja est broyé pour produire de l'huile, utilisée pour l'alimentation ou le carburant, et un tourteau riche en protéines utilisé pour l'alimentation animale dans l'agriculture intensive. En 2020-21, l'UE a utilisé 25,2 millions de tonnes de farine de soja importée pour l'alimentation animale tandis que la production nationale n'était que de 0,9 million de tonnes.¹⁴

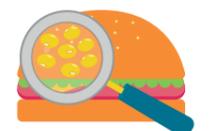
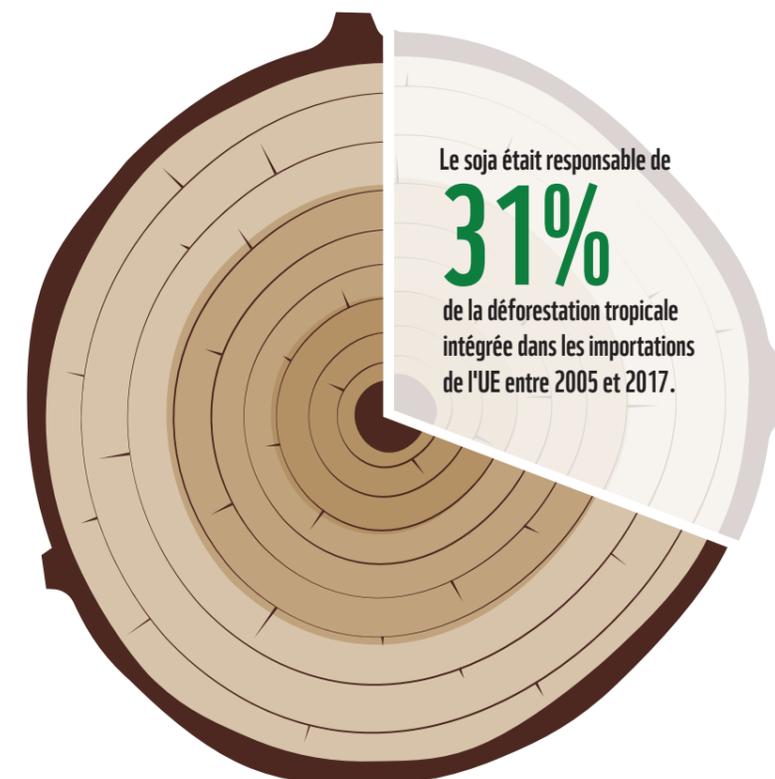
Les importations d'huile de palme sont le deuxième plus grand moteur de déforestation, les importations de l'UE étant responsables de la destruction d'une moyenne de 69 000 hectares de forêt tropicale chaque année entre 2005 et 2017. Le défrichage de ces forêts tropicales riches en biodiversité et en carbone ne contribue pourtant guère à la production alimentaire : en 2018, près des deux tiers de l'huile de palme importée, soit plus de 5 millions de tonnes, ont été transformés en agrocarburant.¹⁵

La déforestation et la conversion des terres ont des effets environnementaux et sociaux dévastateurs. Qu'il s'agisse d'alimenter le changement climatique et les feux de forêt ou de provoquer des pertes catastrophiques de biodiversité, les conséquences environnementales de la déforestation sont bien documentées. L'expansion de l'agriculture, y compris dans les régions desquelles l'UE s'approvisionne, peut également constituer une menace pour les droits humains, les moyens de subsistance et la vie des populations autochtones et des communautés locales. L'ONG Global Witness a documenté une augmentation des conflits entre les communautés locales et les producteurs de soja et de bétail : entre 2012 et 2020, au moins 151 militants ont été tués pour avoir défendu leurs droits à la terre et aux ressources naturelles contre le secteur agro-industriel.¹⁶

Figure 2: L'UE est le deuxième plus grand importateur de déforestation tropicale



Entre 2005 et 2017, 3,5 millions d'hectares de forêts ont été détruits pour produire des denrées agricoles destinées au marché européen. Cela a libéré environ 1 807 millions de tonnes de CO₂, soit l'équivalent de



L'Européen moyen consomme **61 kg** de soja par an, dont 90 % sont "cachés" dans la consommation de produits animaux.

Source : Elaboré par le WWF sur la base de références^{17, 18, 19, 20}

L'AGRICULTURE EUROPÉENNE : UN SECTEUR DÉSÉQUILIBRÉ

LES HAUTS NIVEAUX DE PRODUCTION SONT ATTEINTS GRÂCE À DES INTRANTS NON DURABLES, AUX IMPORTATIONS ET AU GASPILLAGE DES TERRES.

L'agriculture industrielle, telle qu'elle est pratiquée actuellement dans l'UE, repose sur un modèle extractif qui érode la base de ressources naturelles dont elle dépend. Outre sa lourde empreinte à l'étranger, notre système agricole a des répercussions majeures chez nous, qu'il s'agisse de la perte de biodiversité, notamment des pollinisateurs, du déclin de la santé des sols ou des effets de la pollution par les nutriments sur les écosystèmes aquatiques.²¹ Les subventions agricoles accordées dans le cadre de la politique agricole commune ont historiquement visé à maximiser la production dans des secteurs clés, notamment les céréales, la viande et les produits laitiers. Cela a conduit à installer un système alimentaire inadapté aux besoins nutritionnels des humains et au maintien d'écosystèmes naturels en bon état.

La taille du secteur de l'élevage de l'UE dépasse de loin nos besoins alimentaires. Les Européens ont tendance à consommer plus de nourriture, et en particulier plus de produits animaux, que ce qui est sain pour les personnes ou la planète.²² Une analyse de la Fondation RISE a révélé qu'en moyenne, les citoyens de l'UE mangent plus de deux fois plus de viande que ce qui est recommandé par les autorités sanitaires.²³

Bien que les lignes directrices nationales en matière d'alimentation soient axées sur la santé humaine et non sur les besoins planétaires, elles représentent néanmoins un premier pas vers des régimes alimentaires plus durables dans l'UE, principalement grâce à une consommation moindre de produits d'origine animale. Le passage à une part plus importante de fruits, de légumes et de légumineuses dans le régime alimentaire, ainsi qu'une diminution de la consommation d'aliments, notamment animaux et industriels, apporterait des avantages considérables pour la santé : en Allemagne, par exemple, la réduction de la part des produits d'origine animale dans le régime alimentaire pourrait réduire les décès prématurés d'environ 20 %.²⁴

Même avec les niveaux élevés actuels de consommation de viande, l'UE produit plus de produits animaux que nous n'en consommons. La

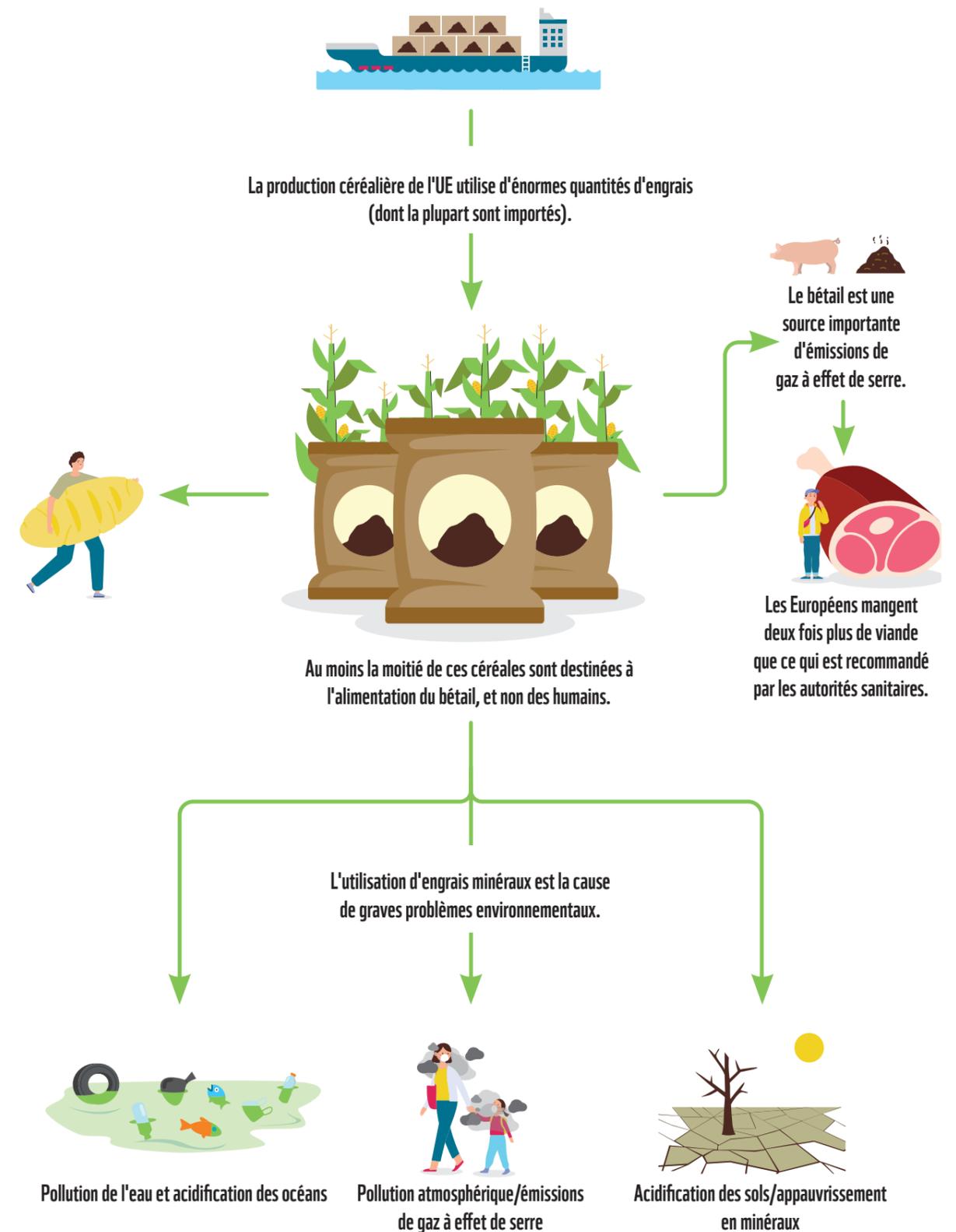
production européenne de porc, de produits laitiers, de volaille et de bœuf dépasse la consommation intérieure de 16%, 14%, 8% et 4% respectivement²⁵ - bien que, comme nous l'avons vu, ce niveau de production dépende de l'importation d'énormes quantités de soja. Au total, l'UE dépend de l'étranger pour près d'un quart des protéines utilisées pour l'alimentation animale. Mais il n'y a pas que les aliments importés qui sont détournés vers l'alimentation animale - une grande partie de ce que nous cultivons est également destinée au bétail.

Au moins la moitié de la production céréalière de l'UE est utilisée pour l'alimentation animale, selon les statistiques officielles.²⁶ La proportion varie en fonction de la culture : par exemple, sur les 65 millions de tonnes de maïs produites dans l'UE en 2020-2021, 50 millions de tonnes ont été utilisées pour l'alimentation animale. Il en va de même pour les légumineuses et les oléagineux tels que le tournesol et le colza, qui sont utilisés à la fois pour l'alimentation animale et pour l'huile, dont la majeure partie est transformée en agrocarburant. Globalement, on estime que 63 % des terres arables de l'UE sont directement associées à la production animale.²⁷

Et notre production domestique dépend d'une autre importation : les engrais. Dans sa volonté de maximiser les rendements, le secteur agricole de l'UE a créé une forte dépendance aux engrais minéraux. Les trois quarts, soit 134 millions d'hectares sur 179 millions, des terres agricoles de l'UE sont fertilisées.²⁸ La plupart de ces engrais sont importés, notamment 85 % du potassium et 68 % du phosphate, de régions comme le Sahara occidental, la Biélorussie et la Russie.

Si l'UE produit 70 % de l'azote qu'elle utilise, le processus de production dépend d'une autre importation majeure : le gaz naturel.²⁹ Les récentes flambées et pénuries des prix du gaz et des engrais minéraux ont déclenché des demandes d'aide publique de la part du secteur agricole, soulignant la forte dépendance de l'agriculture européenne à l'égard de ces intrants essentiels.³⁰

Figure 3: Le secteur de l'élevage de l'UE dépasse nos besoins alimentaires et a d'énormes impacts sur l'environnement.



Source : Élaboré par le WWF sur la base de références^{31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38}

Les importations d'aliments pour animaux et d'engrais perturbent les cycles des nutriments, ce qui entraîne de graves problèmes de pollution. Lorsque nous importons des cultures fourragères, nous importons également les nutriments qui ont servi à les

faire pousser et qui se concentrent dans les zones d'élevage. L'excès d'azote et de phosphore provenant des effluents d'élevage, ainsi que le ruissellement des engrais, constituent une menace majeure pour les écosystèmes aquatiques et la biodiversité adaptée à de plus faibles niveaux de nutriments.

LES PRODUITS DE LA MER : UNE CONSOMMATION BIEN SUPÉRIEURE À NOTRE PÊCHE

LA DÉPENDANCE DE L'UE À L'ÉGARD DES IMPORTATIONS EST PARTICULIÈREMENT PRONONCÉE EN CE QUI CONCERNE LES PRODUITS DE LA MER.

L'Europe importe près de deux fois plus de produits de la mer qu'elle n'en produit. En 2019, la production totale du secteur de la pêche et de l'aquaculture dans l'UE s'est élevée à 5,1 millions de tonnes, tandis que 9,5 millions de tonnes ont été importées.³⁹ Si, en moyenne, un citoyen européen consomme 24 kg de produits de la mer par an et l'UE est le plus grand marché de produits de la mer au monde en termes de valeur, le taux d'autosuffisance de l'UE pour les produits de la mer, qui mesure la capacité des États membres à répondre à la demande avec leur propre production, n'est que d'environ 40%.⁴⁰ Ce chiffre a diminué au cours des dernières années, reflétant à la fois une réduction de la production au sein de l'UE et, surtout, une augmentation des importations.

La consommation de produits de la mer en Europe a des répercussions environnementales et sociales dans le monde entier. Plus d'un tiers des stocks mondiaux de poissons sont exploités au-delà des niveaux durables.⁴¹ La surpêche constitue une menace majeure pour les écosystèmes marins - où les populations de vertébrés ont diminué de moitié depuis 1970⁴² - et pour les millions de personnes pour qui cela constitue la principale source de protéines et qui en dépendent pour leur subsistance.

La plupart des stocks de l'UE restent surexploités,⁴³ comme c'est le cas dans de nombreuses régions à faible revenu : en Afrique du Nord, du Nord-Ouest et de l'Ouest, plus de 50 % des stocks de poissons sont surexploités, en grande partie par des flottes étrangères.⁴⁴ Par ailleurs, les violations des droits humains, notamment le travail forcé et la traite des êtres humains, sont encore trop courantes dans le secteur de la pêche.⁴⁵

Le changement climatique aura de profondes répercussions sur la pêche, tant au sein de l'UE que dans les régions d'où elle importe. Avec le réchauffement de l'océan, les espèces marines se déplacent vers des latitudes plus élevées et des eaux plus profondes. Le changement climatique devrait entraîner une diminution globale⁴⁶ et une redistribution à grande échelle du potentiel de capture⁴⁷ : les pertes pourraient être particulièrement élevées dans les pays tropicaux qui sont très dépendants des protéines

marines, ce qui pourrait déclencher une augmentation des migrations et des conflits pour les ressources. La combinaison du changement climatique et de niveaux d'exploitation non durables augmente le risque d'effondrement irréversible des stocks de poissons⁴⁸.

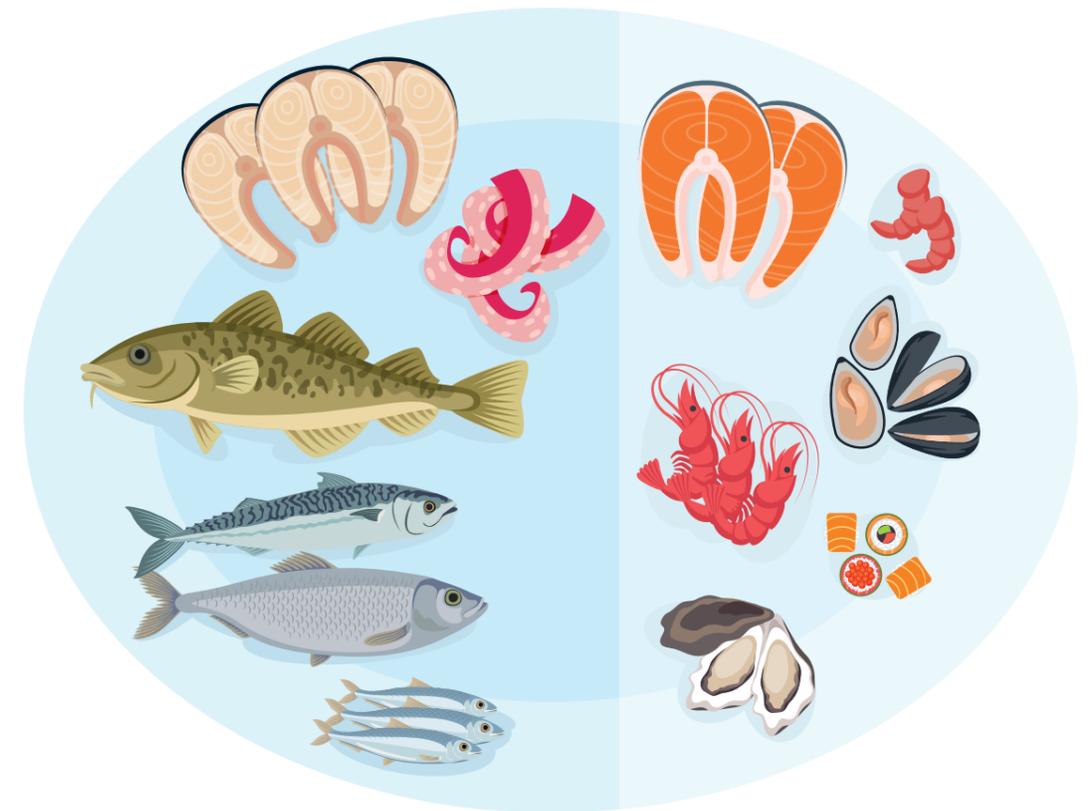
L'importance croissante de l'aquaculture entraîne également des défis de durabilité en mer et sur terre. En 2019, la production mondiale de produits de la mer a atteint un nouveau pic de 214 millions de tonnes. Pourtant, la production des pêcheries de capture sauvage est restée relativement stable depuis la fin des années 1980 : la croissance continue de la consommation a été rendue possible par l'aquaculture. La pisciculture a produit 120 millions de tonnes en 2019, contre 94 millions de tonnes récoltées sur terre.⁴⁹

L'aquaculture fournit près d'un quart de tous les produits de la mer consommés dans l'UE, principalement le saumon, mais aussi les moules, les crevettes et la truite. Toutefois, l'UE n'est pas un grand producteur aquacole, puisqu'elle ne représente qu'un peu plus de 1 % de la production aquacole mondiale, soit 1,37 million de tonnes, bien que cela représente une croissance de 11 % au cours de la dernière décennie.⁵⁰

L'aquaculture pose toutefois des défis en matière de durabilité, tant en Europe qu'à l'étranger. Ils sont principalement liés à la consommation d'énergie, aux pollutions générées, à l'apparition de maladies et, comme pour l'élevage, à la production d'aliments pour les poissons⁵¹. Outre les farines et huiles issues de la pêche traditionnelle, qui peuvent exacerber les problèmes de surpêche, les aliments pour poissons sont de plus en plus issus de sources terrestres, c'est par exemple le cas de la farine de soja, ce qui peut là-aussi contribuer à la déforestation, conversion des habitats, et à d'autres impacts négatifs.

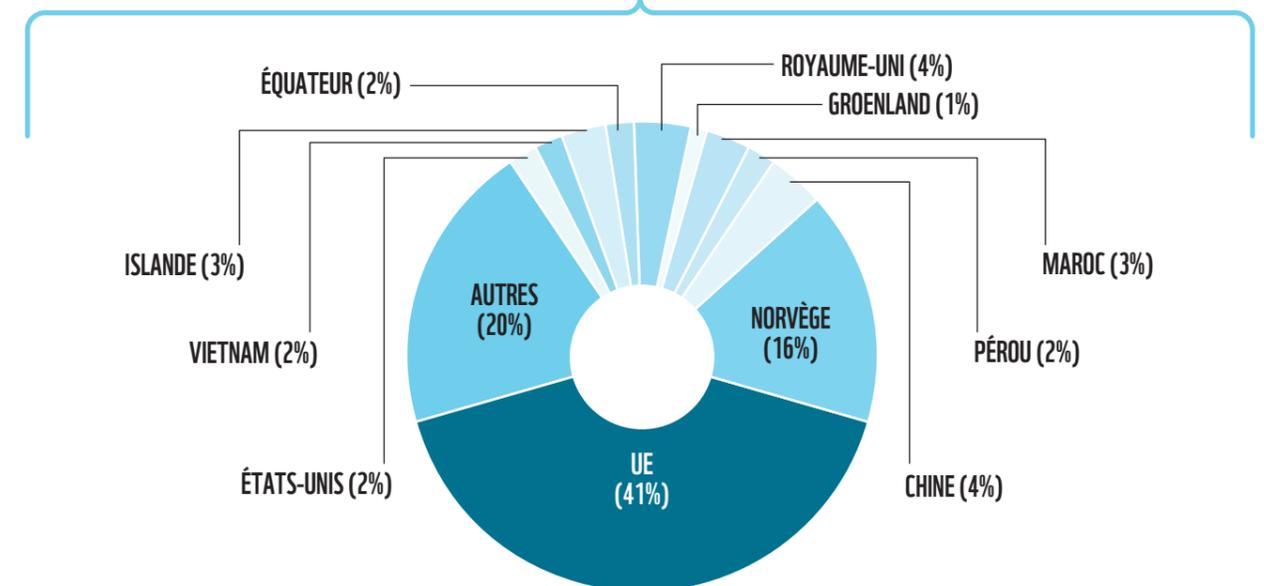
Figure 4: D'où viennent nos produits de la mer ?

CHAQUE CITOYEN EUROPÉEN CONSOMME EN MOYENNE **24 KG** DE PRODUITS DE LA MER CHAQUE ANNÉE.



9,41 MILLIONS DE TONNES
PROVENANT DE LA PÊCHE DE CAPTURE SAUVAGE,
SOIT 10 % DU TOTAL MONDIAL

2,89 MILLIONS DE TONNES
PROVENANT DE L'AQUACULTURE, SOIT 2,4 %
DU TOTAL MONDIAL



Source : Élaboré par le WWF sur la base de références^{52, 53, 54, 55}

LE GASPILLAGE : PRODUIRE DES ALIMENTS QUI NE NOURRISSENT PERSONNE

L'EUROPE GASPILLE DES QUANTITÉS SCANDALEUSES DE NOURRITURE, AVANT MÊME QU'ELLE NE SOIT RÉCOLTÉE.

L'UE gaspille des dizaines de millions de tonnes de nourriture chaque année. Jusqu'à 40 % des aliments produits dans le monde ne sont jamais consommés.⁵⁶ L'indice de gaspillage alimentaire du PNUE indique que, dans le monde, 931 millions de tonnes de nourriture sont jetées chaque année par les consommateurs, les détaillants et le secteur de la restauration. Cette nourriture gaspillée est responsable de 8 à 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.⁵⁷ Au niveau de l'UE, les meilleures estimations indiquent que quelque 88 millions de tonnes de nourriture sont gaspillées chaque année⁵⁸ - ce qui équivaut à 173 kg de nourriture par personne, chaque année.

Le gaspillage alimentaire dans les exploitations agricoles est un problème sous-estimé. Alors qu'il existe une volonté croissante de lutter contre le gaspillage alimentaire au niveau des détaillants et des consommateurs, les pertes alimentaires dans les exploitations agricoles sont souvent négligées. Pourtant, une étude récente du WWF montre que le gaspillage alimentaire à la ferme est un problème encore plus important. On estime que 1,2 milliard de tonnes de nourriture destinée à la consommation humaine est perdue chaque année pendant ou peu après la récolte, ce qui équivaut à environ 15 % de la production alimentaire totale.⁵⁹

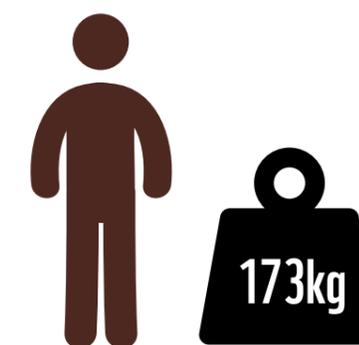
Contrairement à la croyance populaire, la plupart des pertes alimentaires à la ferme se produisent dans les régions industrialisées. L'Europe, l'Amérique du Nord, la Chine, le Japon et la Corée sont responsables de 58 % du gaspillage alimentaire dans les exploitations agricoles, alors qu'ils ne représentent que 37 % de la population mondiale et qu'ils bénéficient de taux de mécanisation plus élevés, de meilleures infrastructures et de pratiques agronomiques plus avancées.

Certains facteurs de perte de nourriture, comme les conditions météorologiques extrêmes, sont difficiles à contrôler. Mais d'autres découlent de problèmes structurels au sein du système alimentaire, comme la surproduction agricole, la demande du marché et les accords contractuels. Le gaspillage à la ferme peut survenir parce que les produits ne répondent pas aux attentes des commerçants, parce que les agriculteurs n'ont pas le capital nécessaire pour investir dans de nouveaux équipements ou techniques, ou parce que les prix bas et les commandes annulées font qu'il n'est même pas économiquement viable de procéder aux récoltes.⁶⁰

Le gaspillage est également un problème majeur dans l'industrie des produits de la mer. Outre le gaspillage alimentaire en aval de la chaîne de valeur et lors de la transformation des produits de la pêche, de grandes quantités de produits de la mer sont gaspillées par les rejets et les prises accessoires d'espèces indésirables dans les pêcheries. À l'échelle mondiale, on estime que 9,1 millions de tonnes de poissons capturés sont rejetés en mer chaque année.⁶¹ Les poissons peuvent être rejetés parce qu'ils sont trop petits, qu'ils ont peu de valeur marchande ou qu'ils ne respectent pas les quotas ou les accords de licence. L'obligation de débarquement de l'UE, pleinement en vigueur depuis 2019 après une période d'introduction progressive à partir de 2015, tente d'éliminer ce gaspillage en obligeant les pêcheurs à débarquer tous les poissons qu'ils capturent. Cependant, la mise en œuvre et l'application restent difficiles ; une première étude, publiée en 2021, a conclu que d'importants rejets non déclarés se produisent encore.⁶²



des aliments produits dans le monde ne sont jamais consommés.



Dans l'UE, 173 kg de nourriture par personne sont perdus chaque année.

Figure 5: Les principales causes de gaspillage alimentaire à la ferme



Source : Élaboré par le WWF sur la base de références^{63, 64, 65}

LES CONSOMMATEURS : UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT

LES CITOYENS EUROPÉENS VEULENT UN SYSTÈME ALIMENTAIRE PLUS DURABLE

Les Européens veulent manger de manière plus durable, mais ils se heurtent à des obstacles pour y parvenir. Dans une enquête menée auprès de plus de 11 000 adultes dans neuf pays européens dans le cadre du projet Eat4Change du WWF⁶⁶, trois personnes sur cinq (61 %) ont déclaré qu'elles essayaient de choisir des aliments moins nocifs pour l'environnement, mais seulement 46 % d'entre elles sont sûres de pouvoir le faire.⁶⁷ La plupart trouvent que les options durables sont généralement plus chères, indisponibles, peu attrayantes ou mal étiquetées. Un rapport récent de l'Organisation mondiale de la santé confirme l'influence du marketing alimentaire sur le choix des consommateurs, contribuant fréquemment à des régimes alimentaires peu sains.⁶⁸

Ces résultats sont corroborés par une autre enquête de l'Organisation européenne des consommateurs, qui a révélé que la plupart des consommateurs européens sont prêts à changer leurs habitudes alimentaires, mais qu'il faut faciliter les choix en matière d'alimentation durable.⁶⁹ Deux personnes interrogées sur cinq ont déclaré avoir réduit leur consommation de viande rouge pour des raisons environnementales, même si un tiers ne serait pas prêt à le faire.

Les Européens veulent que la déforestation soit exclue du marché européen et ne veulent pas être complices de la destruction de la nature. Dans la même enquête Eat4Change, les trois quarts des personnes interrogées (73 %) estiment que la législation européenne devrait garantir que tous les produits vendus dans l'Union sont durables et n'entraînent pas de perte de biodiversité.⁷⁰ Ils souhaitent que l'UE renforce son engagement en faveur de la protection des forêts et des écosystèmes et qu'elle fixe ses propres critères pour les importations de produits alimentaires. La moitié des adultes européens pensent que les gouvernements nationaux et les fabricants devraient être responsables de la réduction de l'impact environnemental de la production alimentaire.

Le marché des aliments d'origine végétale connaît une croissance rapide. L'industrie européenne des aliments d'origine végétale a connu une croissance de 49 % entre 2018 et 2020, avec des ventes totales atteignant 3,6 milliards d'euros. En Allemagne, les ventes de substituts de viande d'origine végétale ont augmenté de 226 %.⁷¹ Les ventes mondiales de produits laitiers et de substituts de viande d'origine végétale ont atteint 29,4 milliards de dollars en 2020, et devraient atteindre 162 milliards de dollars d'ici 2030.⁷²

Le marché européen des aliments biologiques a doublé au cours de la dernière décennie, reflétant la demande croissante de produits durables et de qualité. Entre 2010 et 2019, la valeur du marché biologique dans l'UE et au Royaume-Uni a augmenté d'année en année, pour atteindre 41,5 milliards d'euros. Quelque 14,6 millions d'hectares de terres dans l'UE et au Royaume-Uni - soit 8,1 % de la surface agricole totale - sont exploités en agriculture biologique par près de 350 000 producteurs.⁷³ Les considérations de santé sont parmi les principaux moteurs de la croissance des ventes d'aliments biologiques en Europe,⁷⁴ et la demande a bondi depuis le début de la pandémie de Covid-19.⁷⁵ Bien conscientes de ces tendances du marché, les entreprises alimentaires s'engagent de plus en plus dans la production d'aliments respectueux de la nature, dans l'agriculture régénérative et dans des normes plus strictes en matière de bien-être animal.

La pandémie de Covid-19 a bouleversé les comportements alimentaires des Européens. Les difficultés financières, les mesures de confinement et la prise de conscience de l'importance d'un mode de vie sain ont entraîné des changements substantiels dans les habitudes d'achat, de préparation des repas et d'alimentation.⁷⁶ Si tous les changements ne sont pas durables, cuisiner davantage à la maison et s'approvisionner auprès des producteurs locaux sont des tendances développées pendant la pandémie qui pourraient perdurer à l'avenir.

Figure 6: les Européens veulent un système alimentaire plus durable et plus équitable



Selon **74%** des Européens, nous devrions tous manger des aliments meilleurs pour l'environnement.



66% pensent que manger des aliments durables est essentiel pour lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité.



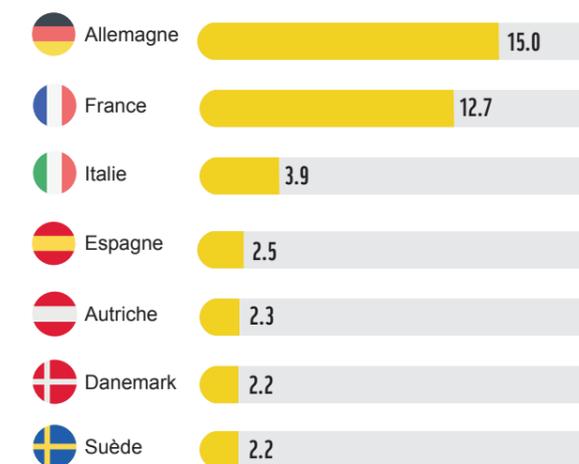
53% pensent que les agriculteurs devraient bénéficier d'incitations, telles que des subventions, pour produire des aliments de manière plus durable.

Source : Élaboré par le WWF sur la base de références⁷⁷

Figure 7: Le marché européen de l'alimentation biologique atteint des niveaux record



Les pays de l'UE ayant les plus grands marchés pour les aliments biologiques en 2020 (en milliards d'euros)



Source : Élaboré par le WWF sur la base de références⁷⁸

QUE FAIRE ? QUELQUES RECETTES POUR UN AVENIR PLUS DURABLE

L'EUROPE PEUT APPORTER UNE CONTRIBUTION POSITIVE À L'ALIMENTATION DU MONDE, MAIS TOUT COMMENCE PAR UN CHANGEMENT DE NOS RÉGIMES ALIMENTAIRES.



La production mondiale d'aliments est déjà suffisante pour nourrir tout le monde.

Des recherches ont montré que la production agricole actuelle est suffisante pour nourrir non seulement la population mondiale actuelle, mais aussi les 9,7 milliards de personnes prévues en 2050.⁷⁹ Toutefois, des changements radicaux doivent être apportés au système alimentaire pour que cela soit possible, de la réduction du gaspillage à l'amélioration de la production et des conditions socio-économiques qui permettent aux personnes d'accéder au marché alimentaire mondial. Mais la transformation la plus radicale réside dans l'évolution des régimes alimentaires, avec viande et produits laitiers issus de l'élevage intensif remplacés par des aliments d'origine végétale⁸⁰. L'UE doit jouer son rôle dans ce processus, notamment en réduisant la part disproportionnée des ressources mondiales qu'elle consomme pour se nourrir.



L'UE doit réorienter son secteur agricole et revoir son rôle de grand négociant en produits alimentaires.⁸¹

L'Europe peut devenir un exportateur net de calories et de protéines pour contribuer réellement à la sécurité alimentaire mondiale, mais cela nécessite de profonds changements dans la recherche et les pratiques agronomiques, parallèlement à une transition vers des régimes alimentaires plus sains et moins caloriques avec moins de produits animaux.⁸²

Actuellement, l'alimentation des animaux issus d'élevages industriels repose sur des produits qui pourraient nourrir les humains, dont la culture d'une partie provoque la destruction d'écosystèmes naturels.



Une transition agro-écologique durable impliquerait l'abandon du modèle d'élevage industriel au profit du développement d'un modèle d'élevage s'appuyant sur le pâturage et la diversification des cultures.

Cela permettrait également de réduire considérablement la dépendance à l'égard des engrais azotés en réintroduisant les légumineuses dans la rotation des cultures, et de contribuer au bouclage des cycles de nutriments en intégrant les ruminants en pâture et d'autres animaux d'élevage qui aident à recycler les productions alimentaires gaspillées⁸³.



L'Europe doit ramener son secteur de l'élevage surdimensionné au seuil de sécurité pour les humains et la planète.

L'analyse de la Fondation RISE⁸⁴ s'est inspirée du concept de limites planétaires pour explorer ce à quoi ressemblerait un secteur de l'élevage durable en Europe. Leur étude montre que les émissions de gaz à effet de serre et les flux de nutriments du secteur de l'élevage vont bien au-delà des limites supérieures de l'espace de fonctionnement sécurisé⁸⁵. La consommation de produits d'origine animale est également bien supérieure aux recommandations diététiques nationales et, dans de nombreuses régions européennes, le nombre d'animaux d'élevage est en déséquilibre par rapport aux terres disponibles pour les entretenir. Si certaines améliorations de la gestion pourraient réduire les incidences sur l'environnement, d'autres préoccupations, notamment le bien-être des animaux et l'utilisation excessive d'antibiotiques, doivent également être traitées.



Les "régimes alimentaires fondés sur la planète" peuvent être une solution gagnante pour tous, avec de nombreux avantages pour la santé humaine et un faible impact sur l'environnement. Au niveau mondial, le passage à des régimes alimentaires plus sains, pouvant être produits dans les limites de la planète, pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'alimentation d'au moins 30 %, la disparition de la faune sauvage de 46 %, l'utilisation des terres agricoles de 41 % et les décès prématurés de 20 %⁸⁵. En Europe et dans d'autres régions développées, où les régimes alimentaires malsains sont devenus un facteur de risque important pour plusieurs maladies non transmissibles⁸⁶, un régime alimentaire écologique implique de réduire sa consommation de viande et de produits laitiers et d'augmenter la consommation de fruits, de légumes, de légumineuses et de noix,⁸⁷ mais aussi de diminuer l'apport général en énergie, en sucre, en sel et en graisses.



Une meilleure gestion peut rendre les pêcheries plus productives. On observe des signes de reprise dans certaines zones de pêche en Europe, notamment dans l'Atlantique du Nord-Est et la mer Baltique, à la suite de l'adoption d'une meilleure gestion des pêches depuis le début des années 2000⁸⁸. Malheureusement, la bonne gestion n'est pas la norme ; la situation reste critique en Méditerranée et en mer Noire, ainsi que dans d'autres régions d'où l'UE importe ses produits de la mer. L'amélioration de la gestion de la pêche dans les eaux européennes et dans d'autres régions du monde est une tâche urgente pour protéger les océans et restaurer leur capacité de production. En tant que premier marché mondial de produits de la mer, l'UE doit assumer sa part de responsabilité.



L'UE a le potentiel pour développer une aquaculture et une consommation de produits de la mer plus durables.

Les données scientifiques sont claires : la meilleure façon de produire davantage de produits de la mer est de se concentrer sur les espèces des niveaux trophiques inférieurs, notamment les herbivores comme la carpe et les mollusques filtreurs, plutôt que sur les espèces carnivores comme le saumon⁸⁹. La culture des mollusques et des bivalves représente déjà près de la moitié de la production aquacole de l'UE et, selon un rapport des conseillers scientifiques de la Commission européenne, ce type d'aquaculture marine présente le plus grand potentiel d'expansion⁹⁰. Les algues cultivées peuvent également constituer une source d'alimentation écologiquement efficace pour d'autres espèces de poissons d'élevage, à condition que les risques tels que le transport de métaux lourds dans la chaîne alimentaire soient maîtrisés.



Réduire de moitié le gaspillage alimentaire est à notre portée si nous adoptons les bonnes mesures. Il existe un énorme potentiel pour améliorer l'efficacité de notre système alimentaire en se concentrant sur les aliments que nous gaspillons ou qui sont perdus avant ou pendant la récolte. Dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, les pays de l'UE se sont engagés à réduire de moitié les pertes et gaspillages alimentaires au cours de cette décennie. L'amélioration des mesures et évaluations, y compris des aliments gaspillés au niveau des exploitations, ainsi que les législations et accords volontaires, sont des éléments importants de la solution.

Les changements de régime alimentaire et la réduction du gaspillage peuvent débloquent des opportunités pour restaurer notre capital naturel. La réduction de la consommation et de la production de produits d'origine animale et la diminution du gaspillage alimentaire permettraient de réduire massivement l'empreinte agricole de l'Europe, sur son territoire et à l'étranger. Il en résulterait des avantages considérables pour le climat, la biodiversité et le bien-être des personnes. Cela permettrait également de s'éloigner du modèle intensif actuel, fondé sur la maximisation de la production économique tout en externalisant les coûts environnementaux et sociaux, pour adopter un modèle de production alimentaire régénérateur et positif pour la nature, axé sur la satisfaction des besoins nutritionnels des personnes.

CONCLUSION

IL EST URGENT D'ADOPTER DES POLITIQUES ALIMENTAIRES EUROPÉENNES PLUS DURABLES

Une transformation profonde du système alimentaire européen est nécessaire et urgente. La façon dont nous produisons et consommons les aliments exerce une pression intenable sur la planète. Il existe de nombreuses possibilités de nourrir le monde en fonctionnant avec la nature, et non contre elle. Nous pouvons cesser de transformer les forêts et les prairies en champs, faire en sorte que les écosystèmes halieutiques et océaniques soient productifs et résilients, restaurer la fertilité des sols et inverser la tendance à la disparition de la vie sur Terre - tout en veillant à ce qu'il y ait suffisamment d'aliments nutritifs pour chaque personne, aujourd'hui et demain.

Le changement est en marche, mais pas à la vitesse et à l'échelle requises. Les politiques de l'UE ont un rôle clé à jouer pour accélérer cette transformation tout en ne laissant personne de côté. Le "Green Deal" européen et la stratégie "de la ferme à la fourchette" font de la transition vers la durabilité une priorité politique centrale et montrent la voie à suivre. Une série de nouvelles initiatives politiques liées à l'alimentation, comme la nouvelle législation européenne sur les produits sans déforestation, va déjà dans le bon sens.

Dans le même ordre d'idées, la récente réponse de la Commission européenne aux conséquences de la guerre en Ukraine sur la hausse des prix des denrées alimentaires et la sécurité alimentaire mondiale reconnaît la dépendance de l'UE à l'égard des intrants agricoles importés, comme le souligne le présent rapport, et confirme la nécessité de réorienter fondamentalement l'alimentation et l'agriculture européennes vers la durabilité.

Quand on réalise à quel point l'Europe dévore le monde, on comprend que seul un changement à grande échelle de nos régimes alimentaires peut rendre la transition possible. Si l'UE s'est historiquement concentrée sur le soutien à la production alimentaire et la régulation des marchés, elle ne doit plus hésiter à prendre des mesures décisives pour accélérer la transition des modes de consommation.

Le nouveau cadre législatif à venir sur les systèmes alimentaires durables doit marquer un tournant. Cette législation-cadre devra établir des objectifs clairs en matière de régimes alimentaires sains et durables, et servir de base à l'élaboration de nouvelles politiques européennes dans ce domaine, ainsi qu'à la révision des politiques existantes, dans un souci de cohérence. Ces initiatives politiques ne peuvent pas être axées uniquement sur une évaluation de la durabilité des produits alimentaires, destinée à informer les entreprises alimentaires et les consommateurs par le biais de système d'étiquetage, même si cela sera bienvenu. Elles ne peuvent pas non plus s'appuyer uniquement sur l'action limitée de consommateurs informés pour faire de meilleurs choix et stimuler la demande d'aliments durables.

Les politiques de consommation alimentaire doivent au contraire privilégier des interventions ambitieuses et stratégiques visant à remodeler le contexte dans lequel les choix alimentaires sont effectués. Plusieurs politiques publiques sont attendues et peuvent contribuer à créer les conditions d'une évolution plus rapide et plus profonde de nos régimes alimentaires en jouant sur des leviers clés tels que les prix des denrées alimentaires, la commande publique, la publicité, l'affichage environnemental, etc.

Enfin, cette nouvelle loi est l'occasion d'établir des processus d'élaboration des politiques plus inclusifs et participatifs. L'implication de tous les acteurs du système alimentaire, en particulier ceux qui sont aujourd'hui moins écoutés, peut créer le cadre politique résilient que la complexité des systèmes alimentaires exige. Compte tenu de la nécessité d'agir à de multiples échelles et niveaux de gouvernance, le cadre législatif de l'UE pour les systèmes alimentaires durables doit également guider et soutenir les initiatives et les décideurs locaux, régionaux et nationaux, en contribuant à créer des voies pour une transition durable et juste.



SOURCES

1. FAO et al. 2021. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
2. WWF, 2020.. Bending the Curve : Le pouvoir réparateur des régimes alimentaires basés sur la planète.
3. Commission européenne. 2021. Les échanges agroalimentaires en 2020. Direction générale de l'agriculture et du développement rural.
4. Ibid
5. SOS Faim Belgique et Oxfam Solidarite. 2019. N'exportons pas nos problèmes - rapport de synthèse.
6. Surveillance de l'EPA. 2021. Les exportations de poulet congelé de l'UE vers le Ghana et la région ouest-africaine continuent d'augmenter.
7. Schiavo, M. et al. 2021. Une Europe agroécologique à l'horizon 2050 : Quel impact sur l'utilisation des terres, le commerce et la sécurité alimentaire mondiale ? IDDRI.
8. Maertens, M., Minten, B. et Swinnen, J. 2012. Chaînes d'approvisionnement alimentaire modernes et développement : Evidence from Horticulture Export Sectors in Sub-Saharan Africa. Revue des politiques de développement 30(4) : 473-497.
9. Magrach, A. et José Sanz, M. 2020. Conséquences environnementales et sociales de l'augmentation de la demande de "superfoods" dans le monde. *People and Nature* 2(2) : 267-278.
10. Commission européenne. 2021. Les échanges agroalimentaires en 2020. Direction générale de l'agriculture et du développement rural.
11. Ibid
12. WWF-UE. 2021. Un pas en avant : L'impact continu de la consommation de l'UE sur la nature. Bureau des politiques européennes du WWF, Bruxelles.
13. Kuepper, B. et Stravens, M. 2022. Cartographie de la chaîne d'approvisionnement européenne en soja. Profundo, Amsterdam.
14. Commission européenne. 2021. Bilan des protéines alimentaires de l'UE pour 2020-2021
15. Buffet, L. 2019. Près de deux tiers de l'huile de palme consommée dans l'UE est brûlée comme énergie - nouvelles données. Transport et environnement.
16. Global Witness. Attaques létales contre des défenseurs depuis 2012.
17. WWF-UE. 2021. Un pas en avant : L'impact continu de la consommation de l'UE sur la nature. Bureau des politiques européennes du WWF, Bruxelles.
18. Kuepper, B. et Stravens, M. 2022. Cartographie de la chaîne d'approvisionnement européenne en soja. Profundo, Amsterdam.
19. Commission européenne. 2021. Bilan des protéines alimentaires de l'UE pour 2020-2021
20. Buffet, L. 2019. Près de deux tiers de l'huile de palme consommée dans l'UE est brûlée comme énergie - nouvelles données. Transport et environnement.
21. Agence européenne pour l'environnement. 2020. Agriculture
22. Willett, W., et al. 2019. L'alimentation dans l'Anthropocène : la Commission EAT-Lancet sur les régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables.
23. Fondation RISE. 2018. Quel est l'espace opérationnel sûr pour le bétail de l'UE ?
24. WWF. 2020. Courber la courbe : Le pouvoir réparateur des régimes alimentaires basés sur la planète.
25. Greenpeace. 2019. Nourrir le problème : l'intensification dangereuse de l'élevage en Europe.
26. Pour un aperçu, voir la page web de la Commission européenne consacrée aux céréales et aux oléagineux. Pour des informations plus détaillées, voir Commission européenne. 2021. Bilan des protéines alimentaires de l'UE pour 2020-2021
27. Greenpeace. 2019. Alimenter le problème: l'intensification dangereuse de l'élevage en Europe
28. Fertilisants Europe. 2021. Faits et chiffres sur l'industrie des engrais
29. Eurostat. 2021. Statistiques sur l'approvisionnement en gaz naturel
30. WWF-Pays-Bas. 2015. L'azote : Trop d'une ressource vitale
31. Agence européenne pour l'environnement. 2020. Agriculture
32. Willett, W., et al. 2019. L'alimentation dans l'Anthropocène : la Commission EAT-Lancet sur les régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables.
33. Fondation RISE. 2018. Quel est l'espace opérationnel sûr pour le bétail de l'UE ?
34. WWF. 2020. Courber la courbe : Le pouvoir réparateur des régimes alimentaires basés sur la planète
35. Greenpeace. 2019. Alimenter le problème: l'intensification dangereuse de l'élevage en Europe
36. Pour un aperçu, voir la page web de la Commission européenne consacrée aux céréales et aux oléagineux. Pour des informations plus détaillées, voir Commission européenne. 2021. Bilan des protéines alimentaires de l'UE pour 2020-2021
37. Eurostat. 2021. Statistiques sur l'approvisionnement en gaz naturel
38. WWF-Pays-Bas. 2015. L'azote : Trop d'une ressource vitale
39. EUMOFA. 2021. Le marché du poisson de l'UE : édition 2021, p.28
40. Ibid. p.30
41. FAO. 2020. La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture
42. WWF. 2015. Rapport Planète Bleue Vivante
43. Centre commun de recherche de la Commission européenne. 2021. Suivi des performances de la politique commune de la pêche. Comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP).
44. Africa Progress Panel. 2014. L'argent du poisson en grain : Financer les révolutions verte et bleue de l'Afrique. p.91
45. FAO. 2021. La Journée mondiale de la pêche 2021 appelle à mettre fin à l'exploitation des pêcheurs.
46. Cheung, W., Reygondeau, G. et Fröhlicher, T. 2016. De grands avantages pour les pêcheries marines de l'atteinte de l'objectif de réchauffement climatique de 1,5°C. *Science* 354(6319) : 1591-1594.
47. Cheung, W. et al. 2010. Large-scale redistribution of maximum fisheries catch potential in the global ocean under climate change. *Global Change Biology* 16(1) : 24-35.
48. Möllmann, C. et al. 2021. Point de basculement réalisé dans la pêche au cabillaud. *Rapports scientifiques* 11 : 14259.
49. EUMOFA, 2021, p.19.
50. Ibid. , p.95. Ces chiffres incluent le Royaume-Uni.
51. Naylor, R. et al. 2021. Une rétrospective de 20 ans d'aquaculture mondiale. *Nature* 591 : 551-563.
52. EUMOFA. 2021. Le marché du poisson de l'UE : édition 2021, p.28
53. Ibid. p.30
54. EUMOFA, 2021, p.19.
55. Ibid. , p.95. Ces chiffres incluent le Royaume-Uni.
56. WWF. 2021. La chasse au gaspillage : L'impact mondial des pertes de nourriture dans les exploitations agricoles
57. PNUF. 2021. Rapport du PNUF sur l'indice de gaspillage alimentaire 2021
58. FUSIONS. 2016. Estimations des niveaux de déchets alimentaires européens.
59. WWF-UK. 2021. Driven to Waste : L'impact mondial des pertes de nourriture dans les exploitations agricoles
60. WWF-UK. 2021. Driven to Waste : L'impact mondial des pertes de nourriture dans les exploitations agricoles
61. Gilman, E. et al. 2020. Benchmarking global fisheries discards. *Rapports scientifiques* 10 : 14017
62. Commission européenne. 2021. Synthèse des mesures d'obligation de débarquement et des taux de rejet
63. WWF-UK. 2021. Driven to Waste : L'impact mondial des pertes de nourriture dans les exploitations agricoles
64. FUSIONS. 2016. Estimations des niveaux de déchets alimentaires européens
65. WWF-UK. 2021. Driven to Waste : L'impact mondial des pertes de nourriture dans les exploitations agricoles
66. WWF-Finlande. 2020. Eat4Change
67. WWF. 2021. Enquête WWF Eat4Change : Rapport des consommateurs
68. OMS. 2022. L'exposition et le pouvoir du marketing alimentaire et leurs associations avec les attitudes, croyances et comportements liés à l'alimentation : une revue narrative.
69. BEUC. 2020. Une bouchée à la fois : les consommateurs et la transition vers une alimentation durable.
70. WWF. 2021. Enquête WWF Eat4Change : Rapport sur la déforestation
71. CORDIS. 2021. L'industrie européenne des aliments d'origine végétale affiche une croissance record
72. Elkin, E. 2021. Selon BI, les ventes d'aliments d'origine végétale devraient être multipliées par cinq d'ici 2030.
73. IFOAM Organics Europe. Le bio en Europe
74. Euromonitor. 2021. La santé, le développement durable et les nouvelles priorités stimulent les ventes d'aliments biologiques
75. FIBL & IFOAM. 2022. Le monde de l'agriculture biologique 2022
76. EIT Food. 2021. COVID-19 impact sur les comportements alimentaires des consommateurs en Europe
77. WWF. 2021. Enquête WWF Eat4Change : Rapport des consommateurs
78. FIBL & IFOAM. 2022. Le monde de l'agriculture biologique 2022
79. Willett et al. 2019. L'alimentation dans l'Anthropocène : la Commission EAT-Lancet sur les régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables.
80. Berners-Lee, M. et al. 2018. La production alimentaire mondiale actuelle est suffisante pour répondre aux besoins nutritionnels de l'homme en 2050, à condition d'une adaptation sociétale radicale. *Elementa : Science de l'anthropocène* 6 : 52.
81. IDDRI. 2021. Une Europe agroécologique d'ici 2050 : quel impact sur l'utilisation des terres, le commerce et la sécurité alimentaire mondiale ?
82. IDDRI. 2021. Une Europe agroécologique d'ici 2050 : quel impact sur l'utilisation des terres, le commerce et la sécurité alimentaire mondiale ?
83. Billen, G. et al. 2020. Remodeler le système agroalimentaire européen et fermer son cycle de l'azote : Le potentiel de la combinaison du changement de régime alimentaire, de l'agroécologie et de la circularité. *Une Terre* 4(6) : 839-850.
84. Fondation RISE. 2018. Quel est l'espace opérationnel sûr pour le bétail de l'UE ?
85. WWF. 2020. Les régimes alimentaires basés sur la planète
86. Branca et al. 2019 Transformer le système alimentaire pour lutter contre les maladies non transmissibles
87. Westhoek, H. et al. 2014. Choix alimentaires, santé et environnement : Effets de la réduction de la consommation de viande et de produits laitiers en Europe. *Changement environnemental global* 26 : 196-205
88. Agence européenne pour l'environnement. 2021. État des stocks de poissons et de crustacés marins dans les mers européennes.
89. Willer, D. et al. 2022. Maximiser la production durable de nutriments à partir de systèmes couplés pêche-aquaculture. *PLOS Sustainability and Transformation* 1(3) : e0000005
90. Commission européenne. 2017. Nourriture provenant des océans : comment obtenir davantage de nourriture et de biomasse des océans de manière à ne pas priver les générations futures de leurs avantages ? Direction générale de la recherche et de l'innovation.



**LE WWF ŒUVRE POUR METTRE
UN FREIN À LA DÉGRADATION DE
L'ENVIRONNEMENT NATUREL DE
LA PLANÈTE ET CONSTRUIRE UN
AVENIR OÙ LES HUMAINS VIVENT
EN HARMONIE AVEC LA NATURE.**



Working to sustain the natural world for the benefit of people and wildlife.

together possible™ www.wwf.eu

© 2022

Paper 100% recycled

© 1986 Panda symbol WWF – World Wide Fund for Nature (Formerly World Wildlife Fund)

® "WWF" is a WWF Registered Trademark.

WWF European Policy Office, 123 rue du Commerce, 1000 Brussels.

For contact details and further information, please visit our website at www.wwf.eu